

Arrêt

n° 315 909 du 5 novembre 2024
dans l'affaire X / I

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître R. AKTEPE
Amerikalei 95
2000 ANTWERPEN

contre:

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LE PRÉSIDENT DE LA 1^{ère} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 13 juillet 2024, par X qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à la suspension et l'annulation de la décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, prise le 13 juin 2024.

Vu le titre Ier *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »).

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 19 juillet 2024 avec la référence X

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu la demande et le consentement à recourir à la procédure purement écrite en application de l'article 39/73-2 de la loi précitée.

Vu l'ordonnance du 26 août 2024 selon laquelle la clôture des débats a été déterminée au 4 septembre 2024.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. La requérante est arrivée en Belgique à une date que le dossier administratif ne permet pas de déterminer.

1.2. Le 31 août 2020, la requérante a introduit une première demande de carte de séjour en qualité d'autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne. Le 12 janvier 2021, la partie défenderesse a pris une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire (annexe 20).

1.3. Le 23 février 2021, la requérante a introduit une deuxième demande de carte de séjour en qualité d'autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne. Le 6 août 2021, la partie défenderesse a pris une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire (annexe 20).

1.4. Le 9 septembre 2021, la requérante a introduit une troisième demande de carte de séjour en qualité d'autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne. Le 4 mars 2022, la partie défenderesse a pris une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire (annexe 20).

1.5. Le 4 mai 2022, la requérante a introduit une quatrième demande de carte de séjour en qualité d'autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne. Le 24 octobre 2022, la partie défenderesse a pris une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire (annexe 20). Par un arrêt n° 284 417 du 7 février 2023, le Conseil a annulé ces décisions.

1.6. Le 7 août 2023, la partie défenderesse a pris une nouvelle décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire (annexe 20). Par un arrêt n° 301 616 du 15 février 2024, le Conseil a annulé ces décisions.

1.7. Le 13 juin 2024, la partie défenderesse a pris une nouvelle décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire (annexe 20). Ces décisions, qui constituent les actes attaqués, sont motivées comme suit :

« l'intéressé(e) n'a pas prouvé dans le délai requis qu'il ou elle se trouve dans les conditions pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en qualité de membre de la famille d'un citoyen l'Union ou d'autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union ;

Le 04.05.2022, la personne concernée a introduit une demande de droit au séjour en qualité d'autre membre de famille de [E. H. R.] (NN [XX.XX.XX XXX-XX]), de nationalité française, sur base de l'article 47/1 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. A l'appui de sa demande, bien qu'elle ait produit la preuve de son identité et de son lien de parenté avec la personne qui lui ouvre le droit au regroupement familial, la qualité d'autre membre de famille « à charge ou faisant partie du ménage » telle qu'exigée par l'article 47/1 de la loi du 15/12/1980 n'a pas été valablement étayée.

Selon l'article 47/1 de la loi du 15/12/1980, « sont considérés comme autres membres de la famille d'un citoyen de l'Union : (...) les membres de la famille, non visés à l'article 40bis §2 qui, dans le pays de provenance, sont à charge ou font partie du ménage du citoyen de l'Union ». Or, la qualité « à charge » de la personne concernée par rapport à celle qui lui ouvre le droit au séjour n'a pas été prouvée de manière satisfaisante. En effet, même si la personne concernée a prouvé qu'elle n'a pas de ressource ou que ses ressources sont insuffisantes dans son pays d'origine pour subvenir à ses besoins et que la personne qui lui ouvre le droit au regroupement familial dispose de ressources suffisantes pour la prendre en charge, elle reste en défaut de démontrer de manière probante qu'elle a bénéficié d'une aide financière ou matérielle de la personne qui lui ouvre le droit au séjour. En effet, si la personne concernée a bénéficié de trois envois d'argent en 2017, 2 envois en 2018 et 6 envois en 2019, rien ne permet d'établir que cette aide s'est poursuivie entre octobre 2019 et le 31 août 2020, date à laquelle elle a introduit sa première demande de regroupement familial. Dès lors, ces envois peuvent tout au plus être considéré comme une aide ponctuelle de la part de la personne qui lui ouvre le droit au séjour.

En outre, il ne ressort pas clairement du dossier administratif quelle était sa dernière adresse effective avant l'introduction de sa demande, le 31/08/2020 (Maroc ou France). Notons que si la personne concernée a fourni une facture d'un dentiste de Tourcoing, en France, le 17/05/2020, cette facture a trait à des soins effectués le 19/10/2021, soit 1 an et 5 mois plus tard. Nous ne pouvons dès lors prendre ce document en considération.

D'autre part, ce document ne prouve pas qu'elle faisait partie du ménage du regroupant dans son pays de provenance.

Par conséquent, les conditions de l'article 47/1 de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ne sont pas remplies, la demande est donc refusée.

Conformément à l'article 74/13 de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la demande de la personne concernée a été examinée en tenant compte de l'intérêt supérieur de son enfant¹, de sa vie familiale et de son état de santé.

Vu que l'examen du dossier n'apporte aucun élément relatif à l'existence de problèmes médicaux chez la personne concernée ;

Vu que les intérêts familiaux de la personne concernée ne peuvent prévaloir sur le non-respect des conditions légales prévues à l'article 47/1 de la loi du 15/12/1980. En effet, la Cour Européenne des Droits de l'Homme a jugé que « les rapports entre les adultes ne bénéficieront pas nécessairement de la protection de l'article 8 sans que soit démontrée l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux (Cour EDH arrêt Ezzouhdi n° 47160/99 du 13 février 2001). Les éléments du dossier

n'établissent aucun lien de dépendance autres que les liens affectifs normaux. En outre, rien n'indique que la relation entre les membres de famille concernés ne peuvent se poursuivre en dehors du territoire belge.

Dès lors, en exécution de l'article 7, alinéa 1er, 1°, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est enjoint à la personne concernée de quitter le territoire du Royaume dans les 30 jours vu qu'elle n'est pas autorisée ou admise à y séjourner à un autre titre: la demande de séjour introduite le 04.05.2022 en qualité d'autre membre de famille lui a été refusée ce jour. Elle séjourne donc en Belgique de manière irrégulière ».

2. Exposé du moyen d'annulation.

2.1. La requérante prend notamment un premier moyen, visant la décision de refus de séjour, de la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, des articles 47/1, § 2, et 62 de la loi du 15 décembre 1980, du « devoir de diligence », de « l'obligation de motivation matérielle », du « principe de sécurité juridique » et de « confiance légitime », ainsi que du « droit de l'Union européenne ».

2.2. Après un rappel théorique et jurisprudentiel des principes et dispositions visés au moyen, la requérante fait valoir ce qui suit : «

8. Wat de bewijsstukken in deze betreffen, legde verzoekster het volgende neer: Er werden maar liefst 12 bewijzen van geldverzekeringen voorgelegd, stuk voor stuk dateren van vóór de komst van verzoekster naar België, waardoor het gaat om bewijzen van steun 'in het verleden'. (stuk 2) In de eerste bijlage 20 dd. 24.10.2022 werden de hoeveelheid geldverzekeringen en de bedragen door verwerende partij an sich niet betwist (er werd bv. niet gezegd dat deze te weinig frequent zijn of te kleine bedragen bevatten), doch verwerende partij stelde dat deze te oud zijn ("En effet, comme preuves de l'aide financière du ménage rejoint (envois d'argent de 2017/2018/2019/2020) sont trop anciens pour établir une prise en charge actuelle").

Verzoekster verwees in dat verband naar de tekst van artikel 47/3, §2 Vreemdelingenwet: [...]

Noch deze bepaling, noch artikel 47/1, 2°, noch enige andere bepaling uit de Vreemdelingenwet stelt bijgevolg enige frequentie-, tijds- en/of hoegrootheidsvoorwaarde aan het ten laste zijn. Ook de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen oordeelde reeds in deze zin (RvV 28 augustus 2019, arrest nr. 225 307): [...]

Feit is dat er 12 bewijzen van geldverzekeringen voorliggen: in een periode van 3 jaar voor de komst naar België (31.08.2020 -> zie administratief dossier van verwerende partij) werd verzoekster om de paar maanden financieel gesteund door de referentiepersoon in het land van herkomst, waarbij het telkens gaat om aanzienlijke bedragen per keer. Het valt daarbij op dat deze bedragen zeer consequent werden overgemaakt (om de 3-4 maanden een bedrag van soms wel 500 euro), hetgeen dus gezien kan worden als een vorm van inkomen dat verzoekster kreeg om in haar levensonderhoud voor deze maanden te voorzien. Bovendien zijn deze geldverzekeringen niet oud! Verzoekster kwam immers in augustus 2020 het Rijk binnen (zie administratief dossier van verwerende partij zelf!), en diende vervolgens een eerste aanvraag tot gezinshereniging in. Verwerende partij stelt zélf in de bestreden beslissing dat de geldverzekeringen van vlak daarvoor dateren door te verwijzen naar deze "envois d'argent de 2017/2018/2019/2020".

*Hoe deze geldverzekeringen dus te oud zouden zijn, was verzoekster een raadsel, **daar deze duidelijk dateren van de periode voorafgaand aan de komst naar België en dus zwart op wit een bewijs zijn van 'financiële steun in het verleden, zoals de wet vereist.** Uw Raad oordeelde dan ook per arrest dd. 07.02.2023, nr. 284 417 (stuk 13): (eigen onderlijning) [...]*

*Na dit arrest volgde er dan een nieuwe beslissing van verwerende partij dd. 07.08.2023. In deze beslissing werd er niet eens meer gesproken over de voorgelegde geldverzekeringen. Gelet op de hierboven geciteerde motivering vanwege de Raad en het gebrek aan enige motivering in deze tweede bestreden beslissing dd. 07.08.2023, **kon men dus stellen dat de geldverzekeringen door verwerende partij thans zonder meer werden aanvaard.** Verzoekster ging dan ook opnieuw in beroep tegen deze bestreden beslissing dd. 07.08.2023 en Uw Raad oordeelde in het arrest dd. 15.02.2024 (stuk 14) als volgt: [...]*

*8bis. Ondanks het feit dat Uw Raad in reeds twee voorgaande arresten tot het besluit kwam dat enerzijds de geldverzekeringen **niet te oud zijn** en dat anderzijds het **ten laste zijn van de referentiepersoon** bewezen is, volgde toch nog eens de huidige bestreden beslissing dd. 13.06.2024 alwaar de aanvraag van verzoekster opnieuw wordt geweigerd én dit zonder enige nieuwe weigeringsgrond aan te halen. Verwerende partij meent opnieuw dat er niet voldaan zou zijn aan de voorwaarden van art. 47/1 van de Vreemdelingenwet omdat er niet zou zijn aangetoond dat verzoekster ten laste zou zijn van de referentiepersoon.*

Hoewel er reeds in het eerste arrest van Uw Raad dd. 07.02.2023 (stuk 13) werd besloten dat deze geldverzekeringen niet als te oud kunnen worden bestempeld, meent verwerende partij nu dat zij wenst dat er ook geldverzekeringen zouden voorliggen in de periode tussen oktober 2019 en 31 augustus 2020, zijnde de

datum waarop verzoekster haar eerste aanvraag tot gezinshereniging formuleerde. Sterker nog, verwerende partij meent dat deze geldverzekeringen (dewelke nog steeds an sich niet betwist worden) hoogstens kunnen beschouwd worden als een eenmalige bijstand... Hoe plots 12 geldverzekeringen kunnen gezien worden als een "eenmalige bijstand" is allerm minst duidelijk. Verzoekster verwijst dan ook in dat verband graag opnieuw naar de tekst van artikel 47/3, §2 Vreemdelingenwet: [...]

Noch deze bepaling, noch artikel 47/1, 2°, noch enige andere bepaling uit de Vreemdelingenwet stelt bijgevolg enige **frequentie**-, tijds- en/of hoegroothedsvoorwaarde aan het ten laste zijn. (zie supra) Verwerende partij negeert aldus niet alleen de voorgaande arresten van de Raad (**stukken 13 en 14**) maar negeert ook het feit dat deze kracht van gewijsde hebben verkregen waardoor deze arresten definitief zijn geworden en deze in haar dossier dan ook gevolgd dienen te worden, daar er anders wordt geraakt aan het **vertrouwens- en rechtszekerheidsbeginsel**. Het is dan ook erg frappant dat verwerende partij de geldverzekeringen betwistte in haar eerste beslissing maar dan niet meer in haar tweede beslissing, om dan nu in de huidige beslissing deze terug te betwisten... Dit strookt geenszins met het vertrouwens- en rechtszekerheidsbeginsel, noch met het formeel motiveringsbeginsel. Gelet op het gegeven dat verzoekster onvoldoende vermogend was in Marokko, dienden deze gelden wel degelijk om in haar basisbehoeften te kunnen voorzien, zoals hieronder zal blijken onder punt 9.

8ter. Verder wordt er in de huidige bestreden beslissing dd. 13.06.2024 nu ook gesteld dat het niet duidelijk zou zijn wat het adres van verzoekster was voor de indiening van haar aanvraag op 31.08.2020 (Marokko of Frankrijk). (?) Dit is klaarblijkelijk een soort van laatste poging van verwerende partij om uw Raad er toch maar van te overtuigen dat verzoekster niet ten laste zou zijn van de referentiepersoon, hoewel hierover reeds is geoordeeld. (zie supra) (**stukken 13 + 14**) De attesten die werden voorgelegd om verzoekster onvermogen in haar land van herkomst aan te tonen zijn allen Marokkaanse attesten. Deze attesten worden op generlei wijze nog betwist in de huidige bestreden beslissing. Het gaat natuurlijk niet op om enerzijds geen opmerkingen te hebben op de attesten van onvermogen dewelke allen van Marokko zijn, en anderzijds te stellen dat het niet duidelijk zou zijn waar verzoekster verbleef en dat het dan niet is aangetoond zou zijn dat verzoekster in haar land van herkomst ten laste was... Dit argument van verwerende partij raakt dan ook kant noch wal. Verwerende partij schendt alhier haar motiveringsplicht.

9. Verzoekster heeft daarnaast ook op afdoende wijze aangetoond dat zij in Marokko **onvoldoende inkomsten en middelen** had. Zoals hierboven reeds aangehaald wordt er over deze attesten niet gesproken in de huidige bestreden beslissing waardoor verzoekster er van uit gaat dat deze dan ook niet betwist worden. Voor de goede orde herhaalt zij een en ander; Zo legt zij volgende stukken voor: Attest waaruit blijkt dat verzoekster geen enkele vorm van inkomsten had in de jaren 2017, 2018, 2019, 2020, 2021 (**stuk 3**) In de eerste bijlage 20 dd. 24.10.2022 weerde verwerende partij weert dit attest in zijn volledigheid, daar het is opgemaakt op 14.07.2022 en dus ook betrekking heeft op de jaren 2020 en 2021, daar waar verzoekster reeds in augustus 2020 naar België kwam. **De jaren 2017, 2018, 2019 en eerste helft 2020 werden dus compleet genegeerd door verwerende partij.** Verzoekster verbleef nochtans toen in Marokko, hetgeen ook niet betwist kan worden of wordt betwist door verwerende partij. Het attest toont dus ontegensprekelijk aan dat zij in de jaren, voorafgaand aan de komst naar België, geen vorm van inkomsten ontving in Marokko. Bovendien kon zij nog steeds inkomsten ontvangen in Marokko nádat zij het land had verlaten, bv. uit roerende of onroerende goederen, hetgeen wel zou verschijnen om het voorgelegde attest, doch wat duidelijk dus niet het geval is! In de tweede bestreden beslissing dd. 24.10.2022 stelde verwerende partij dat het attest niet in aanmerking kan worden genomen, omdat het is opgemaakt op basis van een verklaring op eer. Het betreft nochtans een officieel attest vanwege een officiële (lokale) autoriteit!

Attest waaruit blijkt dat verzoekster geen woontaks diende te betalen in Marokko (**stuk 4**) Verwerende partij weert het attest omdat het opgemaakt zou zijn n.a.v. een verklaring op eer door verzoekster. Het werd niettemin afgeleverd door een (lokale) officiële Marokkaanse overheid, waardoor er wel degelijk bewijswaarde aan mag worden gehecht. Uw Raad oordeelde ook reeds in deze zin (zie bv. RvV 18 januari 2022, nr. 266 907: [...] ; of ook bv. RvV 7 juni 2022, nr. 273 725: [...]) (Deze rechtspraak kan tevens aangehaald worden m.b.t. de bespreking van stuk 3).

Attest waaruit blijkt dat verzoekster geen eigendommen bezit in het rechtsgebied van Ouarzazate (**stuk 5**) In de eerste bijlage 20 dd. 24.10.2022 werd dit attest geweerd door verwerende partij omdat het niet zou aantonen dat verzoekster elders geen eigendommen zou hebben. Doch verzoekster was woonachtig in Ouarzazate, waardoor het niet meer dan logisch is dat zij zich wendt tot deze lokale autoriteiten om de nodige bewijsstukken te verzamelen, hetgeen ook meermaals werd bevestigd in de rechtspraak van Uw Raad (zie de hierboven aangehaalde voorbeelden!). Verwerende partij stelde thans dat dit attest louter aantoont dat verzoekster geen woontaks of gemeentebelasting moest betalen in Marokko, maar niet aantoont dat verzoekster behoeftig is. **De behoeftigheid van verzoekster wordt wel degelijk aangetoond door de combinatie van bewijsstukken: attesten geen inkomsten, geen eigendommen, financiële steun, ... en dit concreet attest toont dus aan dat verzoekster geen belastingen op onroerende eigendom diende te**

betalen, daar zij geen enkele onroerende eigendom of titel bezat in Marokko! Dit werd ook bevestigd in het arrest van uw Raad dd. 15.02.2024. (stuk 14)

Attest waaruit blijkt dat verzoekster geen werk had **(stuk 6)** In de eerste bijlage 20 werd dit attest niet aanvaard, omdat het niet zou aantonen dat verzoekster geen andere inkomsten genoot. Verwerende partij bekijkt duidelijk attest per attest, daar stuk 3 **reeds aantoonde dat verzoekster geen enkele vorm van inkomsten genoot in de jaren 2017 – 2021, dus niet uit arbeid, niet uit zelfstandige activiteit, niet uit landbouw, niet uit roerende of onroerende goederen ...** In de tweede bijlage 20 stelt verwerende partij dat het niet in aanmerking kan worden genomen omdat het werd opgemaakt op 02.08.2022, wanneer verzoekster reeds bijna 2 jaar in België verbleef. Het klopt geenszins dat dit attest louter betrekking heeft op deze datum omdat het werd opgemaakt op deze datum of omdat er staat 'op basis van bevindingen dd. 01.08.2022'. Er wordt letterlijk als volgt geattesteerd: "L'intéressée n'a exercé aucune activité professionnelle au niveau de ce commandement **avant de quitter le territoire marocain.** »

Attest waaruit opnieuw blijkt dat verzoekster geen enkele vorm van inkomsten genoot **(stuk 7)** Dit attest bevestigt stuk 3, doch werd in de eerste bijlage 20 zelfs niet besproken door verwerende partij! De Raad oordeelde hierover als volgt: [...] Thans besprak verwerende partij dit wel in de tweede bestreden beslissing, doch nam toen het attest niet in aanmerking omdat het is opgemaakt op 02.08.2022, wanneer verzoekster reeds bijna 2 jaar in België verbleef. Dezelfde motivering als hierboven gaat hier op: Het klopt geenszins dat dit attest louter betrekking heeft op deze datum omdat het werd opgemaakt op deze datum of omdat er staat 'op basis van bevindingen dd. 01.08.2022'. Er wordt letterlijk als volgt geattesteerd: "L'intéressée ne possède aucun revenu au cours de la période où elle était au Maroc **avant de quitter vers l'étranger.** » Verwerende partij had deze 2 laatste attesten duidelijk niet op afdoende wijze onderzocht en is gemakshalve louter afgegeven op de datum van opmaak van het attest, hetgeen een schending van het zorgvuldigheidsbeginsel betreft.

9bis. Het is duidelijk dat verzoekster in het mate van het mogelijke heeft aangetoond dat zij op alle vlakken onvermogen was, reden waarom zij financieel gesteund werd door de referentiepersoon, in de jaren voorafgaand aan de komst naar België en dus 'in het verleden': op alle vlakken bewijst zij haar onvermogenheid (geen inkomsten, geen beroep, geen eigendommen, geen belastingen, ...). **Ondertussen en in huidige bestreden beslissing rept verwerende partij met geen woord meer over deze attesten waardoor verzoekster er nu van uit gaat dat deze aanvaard zijn.** Welke bewijzen kon verzoekster trouwens nog meer voorleggen? Het betroffen officiële attesten vanwege officiële (lokale) autoriteiten. Verzoekster heeft dus gedaan wat van haar verwacht werd: nl. het ten laste zijn in het verleden in het herkomstland bewezen (hetgeen niet wordt betwist), waarbij zij zelf onvermogen was en daarom financieel afhankelijk. Uw Raad oordeelde reeds in deze zin; **een arrest waaruit volgt dat verwerende partij niet het onmogelijke bewijs van de verzoeker kan verwachten** (RvV 18 januari 2022, nr. 266 907) : [...] Of ook (RvV 7 juni 2022, nr. 273 725): [...] Of nog eenzelfde motivering in RvV 8 maart 2022, nr. 269 526.

Uit het administratief dossier, en uit de stukken daarin, blijkt met andere woorden zeer duidelijk dat verzoekster heeft aangetoond in het verleden ten laste te zijn geweest van de referentiepersoon. **De voorgelegde geldverzekeringen tonen dit aan.** Immers, voorafgaand aan verzoekster haar inschrijving in België en dus voorafgaand aan de (eerste) aanvraag tot gezinshereniging, werd er op meerdere ogenblikken geld overgemaakt aan verzoekster, dewelke zij nodig had om te kunnen voorzien in haar basisbehoeften gelet op haar aangetoonde onvermogenheid in Marokko. **Verwerende partij heeft aldus haar motiveringsverplichting geschonden, alsook haar zorgvuldigheids- en redelijkheidsbeginsel.** Het middel is om alle bovengenoemde redenen gegrond.

10. Tot slot toonde verzoekster ook aan dat de referentiepersoon in de mogelijkheid is om haar ten laste te nemen, aan de hand van de volgende stukken: Loonfiches van de referentiepersoon **(stuk 8)** Attest geen financiële steun vanwege het OCMW **(stuk 9)** Bewijzen ziektekostenverzekering (kosten op dit vlak zijn dus gedekt) **(stuk 10)** Dit aspect wordt niet betwist. Bovendien doet de referentiepersoon dit al jaren.

11. De aanvraag van verzoekster dient gekaderd te worden binnen het Unierecht, omdat de referentiepersoon een EU-burger is. De bepaling uit artikel 47 Vreemdelingenwet dient te worden uitgelegd en te worden toegepast op een wijze die verenigbaar is met het Unierecht. Lidstaten zijn er immers toe gehouden hun nationale recht conform het Unierecht uit te leggen (HvJ 6 november 2003, C-101-01, Lindqvist, punt 87; HvJ 26 juni 2007, C-305/05, Orde des barreaux francophones et germanophone e.a., punt 28). Volgens vaste rechtspraak van het Hof van Justitie dient de nationale rechter bijgevolg bij de toepassing van het nationale recht dit recht zoveel mogelijk uit te leggen in het licht van de bewoordingen en het doel van de betrokken richtlijn teneinde het daarmee beoogde resultaat te bereiken en aldus te voldoen aan artikel 288, 3e alinea van het VWEU. De verplichting tot richtlijnconforme uitlegging is namelijk inherent aan het systeem van het VWEU gezien het de nationale rechter in staat stelt om, binnen het kader van zijn bevoegdheden, de volle werking van het recht van de Unie te verzekeren bij de beslissing van de bij hem aanhangige geschillen (HvJ 5 oktober 2004, C-397/01-C-403/01, Pfeiffer e.a., Jurispr. I-8835, punt 114; HvJ

23 april 2009, C-378/07-C-380/07, Angelidaki e.a., Jurispr. I-3071, punt 197-198; HvJ 19 januari 2010, C-555/07, Küçükdeveci, Jurispr. I-365, punt 48; HvJ 13 november 1990, C-106/89, Marleasing, punt 8). De nationale rechter dient tevens, als gevolg van de in artikel 4, 3e lid VEU bepaalde samenwerkingsplicht en loyaliteitsbeginsel, rekening te houden met de uniforme interpretatie die het Hof van Justitie reeds aan de bepalingen van het Unierecht heeft gegeven. Door de bestreden beslissing dient verzoekster evenwel het land te verlaten, met het gevolg dat de referentiepersoon gescheiden dient te leven van verzoekster. Hierdoor wordt het **recht van de Unieburger om zich vrij te bewegen en te vestigen** in de EU beknót.

12. De bestreden beslissing schendt dus het Unierecht, in het bijzonder het recht van **vrij verkeer van de referentiepersoon**. Naast de vereiste dat verzoekster de financiële afhankelijkheidsrelatie met de referentiepersoon moet bewijzen, heeft de Belgische wetgever in artikel 47/3 Vreemdelingenwet tevens bepaald dat de aanvraag van het betrokken familielid erop moet zijn gericht om de burger van de Unie te begeleiden of zich bij hem te voegen. Dit blijkt duidelijk uit de bewoordingen in artikel 47/1, 1° Vreemdelingenwet: "die zij willen begeleiden of bij wie zij zich willen voegen". De Belgische interne bepalingen moeten worden gelezen in het licht van de doelstellingen van artikel 3, lid 2, Burgerschapsrichtlijn; doelstellingen die erin bestaan om het vrij verkeer van de burgers van de Unie te vergemakkelijken en de eenheid van het gezin te bevorderen (cf. conclusie van advocaat-generaal Y. BOT van 27 maart 2012 in de zaak C-83/11 voor het Hof, nrs. 36 en 37). De eventuele weigering om een verblijf toe te staan aan een familielid van een burger van de Unie (feitelijke partner of een persoon die deel uitmaakt van het gezin of ten laste is van deze burger van de Unie) zou, zelfs indien deze persoon geen nauwe verwant is, immers ertoe kunnen leiden dat de burger van de Unie wordt ontmoedigd om vrij naar een andere lidstaat van de Europese Unie te reizen. Dit zou bijgevolg een belemmering kunnen vormen voor het uitoefenen van het recht op vrij verkeer en verblijf, alsook afbreuk doen aan het nuttige effect van het burgerschap van de Unie. Het verlenen van een verblijfsrecht op grond van de artikelen 47/1, 1°, en 47/3 Vreemdelingenwet moet dus tot doel hebben te voorkomen dat de betrokken burger van de Unie mogelijk afziet van het uitoefenen van zijn recht op vrij verkeer omdat hij zich in België (dit is het gastland) niet zou kunnen laten vergezellen of vervoegen door welbepaalde familieleden. De in artikel 47/3 Vreemdelingenwet voorziene voorwaarde dat de aanvraag van het 'ander' familielid, zoals bedoeld in artikel 47/1, 1° van diezelfde wet, erop gericht moet zijn om de burger van de Unie te begeleiden of zich bij hem te voegen, moet dan ook in het licht van deze doelstelling worden begrepen (RvV 30 maart 2020, arrest nr. 234 623). In dit aangehaalde arrest van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen werd uiteindelijk beslist dat het vrij verkeer van de referentiepersoon (Nederlandse onderdaan) niet dreigde geschonden te worden door het niet-toekennen van het verblijfsrecht aan diens broer, omdat de referentiepersoon reeds sinds 13.12.2013 ononderbroken in België verbleef. In casu is heeft referentiepersoon zich op 18.02.2020 gevestigd in België en dus slechts enkele maanden voor verzoekster! (**stuk 11**) Uit voornoemde rechtspraak kan men dus in casu een **schending van het vrij verkeer van de referentiepersoon afleiden**, omdat hij zich - door de weigeringsbeslissing ten aanzien van verzoekster - niet kan laten vergezellen door verzoekster in België. Het middel is om alle bovengenoemde redenen gegrond ».

3. Examen du moyen d'annulation.

3.1. S'agissant du premier moyen, l'article 47/1 de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'applicable au moment de la prise de l'acte attaqué et sur lequel se fonde celui-ci, est libellé comme suit : « *Sont considérés comme autres membres de la famille d'un citoyen de l'Union : 1° [...] 2° les membres de la famille, non visés à l'article 40bis, § 2, qui, dans le pays de provenance, sont à charge ou font partie du ménage du citoyen de l'Union ; 3° [...]* ».

L'article 47/3, § 2, de la même loi dispose comme suit : « *Les autres membres de la famille visés à l'article 47/1, 2°, doivent apporter la preuve qu'ils sont à charge du citoyen de l'Union qu'ils veulent accompagner ou rejoindre ou qu'ils font partie de son ménage. Les documents attestant que l'autre membre de famille est à charge ou fait partie du ménage du citoyen de l'Union doit émaner des autorités compétentes du pays d'origine ou de provenance. A défaut, le fait d'être à charge ou de faire partie du ménage du citoyen de l'Union peut être prouvé par tout moyen approprié* ».

Il résulte de ces deux dispositions que l'étranger qui sollicite, sur la base de l'article 47/1, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi du 15 décembre 1980, une carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne, doit démontrer qu'il remplit l'une des conditions légales suivantes :

- soit fournir la preuve qu'il est à charge, dans le pays de provenance, du citoyen de l'Union européenne qu'il rejoint ;

- soit fournir la preuve qu'il fait partie, dans le pays de provenance, du ménage du citoyen de l'Union européenne.

Les deux conditions visent des hypothèses distinctes. Elles ne sont pas cumulatives et doivent être présentes dans le pays de provenance ou d'origine, ainsi que les articles 47/1, alinéa 1^{er}, 2^o, et 47/3, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 l'indiquent clairement.

De plus, la Cour de justice de l'Union européenne a, dans son arrêt Yunying Jia, précisé ce qu'il faut entendre par personne « à charge ». Il ressort dudit arrêt que : « [...] l'article 1^{er}, paragraphe 1, sous d) de la directive 73/148 doit être interprété en ce sens que l'on entend par « [être] à [leur] charge » le fait pour le membre de la famille d'un ressortissant communautaire établi dans un autre Etat membre au sens de l'article 43 CE, de nécessiter le soutien matériel de ce ressortissant ou de son conjoint afin de subvenir à ses besoins essentiels dans l'Etat d'origine ou de provenance de ce membre de la famille au moment où il demande à rejoindre ledit ressortissant. L'article 6, sous b), de la même directive doit être interprété en ce sens que la preuve de la nécessité d'un soutien matériel peut être faite par tout moyen approprié, alors que le seul engagement de prendre en charge ce même membre de la famille, émanant du ressortissant communautaire ou de son conjoint, peut ne pas être regardé comme établissant l'existence d'une situation de dépendance réelle de celui-ci » (CJUE, 9 janvier 2007, Yunying Jia, C-1/05, § 43).

Le Conseil rappelle que l'obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ses motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet. Dans le cadre de ce contrôle de légalité, le Conseil n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris l'acte attaqué. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle a donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui ne procède pas d'une erreur manifeste d'appréciation.

3.2. En l'espèce, l'acte attaqué est fondé sur deux motifs distincts, à savoir, d'une part, le fait que la requérante n'a pas démontré être à charge de la personne qui lui ouvre le droit au séjour et d'autre part, le fait qu'elle n'a pas démontré faire partie du ménage de celui-ci.

3.3. Quant au fait d'être à charge du regroupant dans le pays de provenance, le Conseil observe que l'acte attaqué est notamment motivé comme suit : « si la personne concernée a bénéficié de trois envois d'argent en 2017, 2 envois en 2018 et 6 envois en 2019, rien ne permet d'établir que cette aide s'est poursuivie entre octobre 2019 et le 31 août 2020, date à laquelle elle a introduit sa première demande de regroupement familial. Dès lors, ces envois peuvent tout au plus être considéré comme une aide ponctuelle de la part de la personne qui lui ouvre le droit au séjour ».

A cet égard, le Conseil observe qu'il ressort des documents produits par la requérante à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour, figurant au dossier administratif, qu'elle a bénéficié de 11 versements d'argent de la part du regroupant du 30 janvier 2017 au 6 octobre 2019 et relève que la requérante a introduit sa première demande de regroupement familial le 31 août 2020.

Le Conseil soutient qu'en déposant, à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour, des preuves de l'aide financière dont elle bénéficiait de la part du regroupant du 30 janvier 2017 au 6 octobre 2019 - soit pendant près de trois années -, il ne peut être fait grief à la requérante d'avoir uniquement démontré une aide ponctuelle, sans indiquer de manière plus précise en quoi cette aide serait « ponctuelle ».

Au surplus, le Conseil observe que le dossier administratif ne révèle aucun élément pertinent pouvant laisser penser que la requérante disposait de ressources suffisantes - la partie défenderesse constatant d'ailleurs dans l'acte attaqué que la requérante « a prouvé qu'elle n'a pas de ressource ou que ses ressources sont insuffisantes dans son pays d'origine pour subvenir à ses besoins » -, ou qu'elle ne nécessitait pas le soutien matériel du regroupant au pays d'origine.

Partant, le Conseil constate qu'en précisant dans l'acte attaqué que « ces envois peuvent tout au plus être considéré comme une aide ponctuelle », la partie défenderesse n'a pas suffisamment et adéquatement motivé sa décision à cet égard.

3.4. A titre de précision, dès lors qu'il vise une hypothèse distincte (à cet égard, voir le point 3.2. du présent arrêt), le Conseil estime inutile de s'attarder sur la question de savoir si le motif remettant en cause le fait que la requérante fasse partie du ménage du citoyen de l'Union européenne, à savoir « [...] D'autre part, ce document ne prouve pas qu'elle faisait partie du ménage du regroupant dans son pays de provenance », est justifié ou non.

3.5. Les observations formulées dans la note d'observations ne sont pas de nature à énerver les considérations qui précèdent.

3.6. Le premier moyen est, dans cette mesure, fondé et suffit à justifier l'annulation de l'acte attaqué. Il n'y a pas lieu d'examiner les autres développements de la requête qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus.

3.7. Quant à l'ordre de quitter le territoire, le Conseil constate que la décision de refus de séjour étant annulée par le présent arrêt, la demande d'autorisation de séjour redevient pendante et requiert qu'une suite lui soit donnée avant d'ordonner l'éloignement de la requérante. L'ordre de quitter le territoire attaqué n'est partant pas compatible avec une telle demande et il s'impose dès lors, en tout état de cause, pour des raisons de sécurité juridique de l'annuler également.

4. Débats succincts.

4.1. Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

5. Dépens.

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie défenderesse.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1

La décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, prise le 13 juin 2024, est annulée.

Article 2

La demande de suspension est sans objet.

Article 3

Les dépens, liquidés à la somme de 186 euros, sont mis à la charge de la partie défenderesse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le cinq novembre deux mille vingt-quatre, par :

M. OSWALD, premier président,

A. D. NYEMECK, greffier.

Le greffier, Le président,

A. D. NYEMECK

M. OSWALD